

RAPPORT SUR LA SOLVABILITÉ
ET LA SITUATION FINANCIÈRE

AFI ESCA LUXEMBOURG 2019

EXAMINÉ EN COMITÉ D'AUDIT DU 25/03/2020

APPROUVÉ EN CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 31/03/2020



TABLE DES MATIÈRES

TABLE DES MATIÈRES	4
SYNTHÈSE	5
1. ACTIVITÉ ET RÉSULTATS	6
1.1. Activité	6
1.2. Résultats de souscription	8
1.3. Résultat des investissements	8
1.4. Résultats des autres activités	9
1.5. Autres informations	9
2. SYSTÈME DE GOUVERNANCE	9
2.1. Informations générales sur le système de gouvernance	9
2.2. Exigences de compétence et d'honorabilité	12
2.3. Système de gestion des risques, y compris l'évaluation interne des risques et de la solvabilité	13
2.4. Système de Contrôle Interne	16
2.5. Fonction d'Audit Interne	16
2.6. Fonction Actuarielle	18
2.7. Fonction Compliance	19
2.8. Fonction gestion des risques	19
2.9. Sous-traitance	19
2.10. Évaluation de l'adéquation du système de gouvernance par rapport à la nature, l'ampleur et la complexité des risques inhérents à son activité	19
2.11. Autres informations	20
3. PROFIL DE RISQUE	20
3.1. Risque de souscription	20
3.2. Risque de marché	21
3.3. Risque de crédit	22
3.4. Risque de liquidité	22
3.5. Risque opérationnel	22
3.6. Autres risques importants	23
3.7. Exposition au risque	23
3.8. Concentration des risques	23
3.9. Techniques d'atténuation du risque	23
3.10. Risque de liquidité : bénéfice attendu	23
3.11. Sensibilité aux risques	23
3.12. Autres informations concernant le profil de risque	23
4. VALORISATION À DES FINS DE SOLVABILITÉ	24
4.1. Actifs	24
4.2. Provisions techniques	25
4.3. Autres passifs	26
4.4. Méthodes de valorisation alternatives	27
4.5. Autres informations	27
4.6. Bilan social et bilan SII	27
4.7. Autres informations	27
5. GESTION DU CAPITAL	28
5.1. Fonds propres	28
5.2. Capital de solvabilité requis et minimum de capital requis	29
5.3. Utilisation du sous-module « risque sur actions » fondé sur la durée dans le calcul du capital de solvabilité requis	32
5.4. Différence entre la formule appliquée standard et tout modèle interne utilisé	33
5.5. Non-respect du minimum de capital requis et non-respect du capital de solvabilité requis	33
5.6. Stress-test Covid-19 à fin mars 2020	33
6. ANNEXE 1 - RAPPORTS DE SOLVABILITÉ ET DE SITUATION FINANCIÈRE - QRT	34



SYNTHÈSE

L'exercice clos du 31 décembre 2019 se traduit par un résultat positif de 230.000 € (2018 : déficit de 3.057.147 €). Ce résultat positif provient de l'effet de plusieurs facteurs :

- Acquisition de la société Euresa Life ;
- Augmentation de la production nouvelle ;
- Augmentation des produits des placements (comptes non techniques).

Le résultat technique a augmenté de 36 %. Il passe de -2.299 k€ en 2018 à -1.470 k€ en 2019.

Par ailleurs, les souscriptions ont cru et s'élèvent à 66,6 M€, la collecte nette étant positive pour la première fois depuis 3 ans.

La société a été recapitalisée en raison des acquisitions externes et le capital social est passé à 62.000 k€ en 2019.

Par ailleurs, la part de capital détenue par AFI ESCA a été cédée fin décembre à AFI ESCA Holding.

Sur le plan de la solvabilité, le SCR s'élève à 19,6 M€ à fin 2019 contre 7 M€ en 2018, en raison de l'augmentation du volume d'actifs. Le ratio de couverture s'élève à 303 % versus 111 % à la fin de l'exercice 2018. Le MCR est stable augmente de 3,7 M€ à 4,9 M€ et son ratio de couverture passe de 146 % à fin 2018 à 1 212 % à fin 2019. Ces chiffres sont très favorables car ils n'incluent pas l'acquisition du portefeuille NELL qui ne sera effective qu'au 1/1/2020.

1. ACTIVITÉ ET RÉSULTATS

1.1. ACTIVITÉ

L'année 2018 avait été marquée par la mise en place d'un nouveau système de gestion des contrats, interfacé avec le système de gestion d'actifs.

Les efforts pour faire connaître la compagnie avec la définition d'une image définissant son positionnement vis-à-vis de ses concurrents, une mise en perspective de l'antériorité de l'activité assurantielle pratiquée par son actionnariat familial et par le développement de son site internet.

Ses efforts de développement ont porté principalement sur la Belgique grâce au portefeuille d'apporteurs de la société Euresa-Life acquise en 2018 et intégrée en 2019, développé avec l'aide d'un conseiller et d'un nouveau responsable du développement commercial recruté pour accélérer cette prospection.

Le marché français continue d'être exploré via AFI ESCA Patrimoine et le réseau emprunteur d'AFI ESCA France. Avec cette dernière, elle a conjointement lancé un deuxième produit structuré (Evolusis II) conforme aux réglementations françaises et luxembourgeoises.

Concernant 2019, AFI ESCA Luxembourg continue d'améliorer l'offre commerciale qu'elle met à disposition des courtiers, ainsi que l'automatisation de ses process.

Les deux grands enjeux de 2019 ont été de fidéliser les courtiers avec lesquels la compagnie travaille pour leur fournir de meilleurs outils et plus d'options à proposer à leurs clients et de réactiver le réseau de courtage de la société Euresa-Life, en run-off, ceci afin d'augmenter significativement la collecte nette de la société.

Enfin, pour parfaire sa stratégie de croissance externe, la compagnie a fait également l'acquisition du portefeuille de contrats de la société luxembourgeoise NELL, avec son personnel, qu'elle intégrera à partir du 1er trimestre 2020.

1.1.1. Présentation d'AFI ESCA

AFI ESCA Luxembourg est une compagnie d'assurance créée en 2014, constituée sous forme de Société Anonyme, au capital de 20.000.000 €, immatriculée au RCS de Luxembourg B175991 dont le siège social est situé 4 rue du Fort Wallis 2714 LUXEMBOURG, représentée par Monsieur Stéphane VOMSCHEID, agissant en qualité de Directeur Délégué.

1.1.2. Autorité de contrôle

AFI ESCA est contrôlée par le Commissariat Aux Assurances sise 7 boulevard Joseph II, 1840 Luxembourg. AFI ESCA Luxembourg appartient au Groupe AFI ESCA Holding, Sarl de droit luxembourgeois au capital de 62.000.000 €, immatriculée au RCS de Luxembourg sous le numéro B 175.720 dont le siège social est situé 4 rue du Fort Wallis, L-2714, Luxembourg, représentée par Monsieur Christian Burrus en qualité de Gérant. Le contrôle du groupe est assuré par le Commissariat aux Assurances.

1.1.3. Auditeurs externes

La société d'audit externe, qui certifie les comptes, est Mazars Luxembourg, représentée par Monsieur Amir CHAKROUN, 5 rue Guillaume J. Kroll, 1882 Luxembourg.

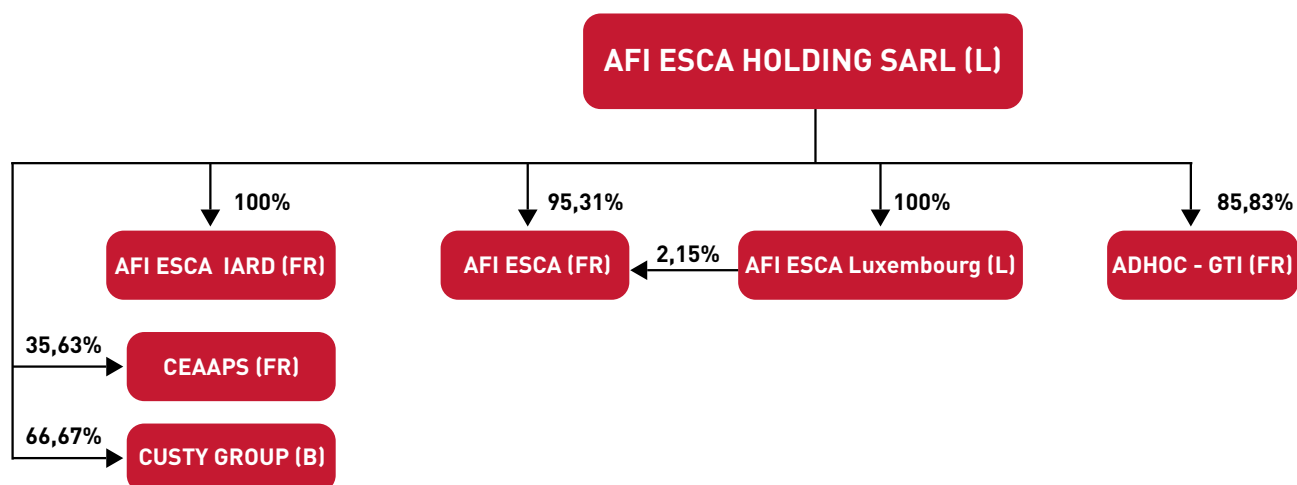
1.1.4. Informations sur l'actionnariat

Actionnaire	%
AFI ESCA HOLDING (Famille BURRUS)	100,00



1.1.5. Appartenance à un groupe

AFI ESCA Luxembourg appartient au Groupe AFI ESCA, dont la tête est AFI ESCA HOLDING SARL, société de droit luxembourgeois et holding d'assurance au sens de l'article 212 de la directive 2009/138/CE, et représentée par Monsieur Christian BURRUS en qualité de Gérant.



1.1.6. Lignes d'activité importantes par zones géographiques

2018 – Périmètre AEL

M€	Suisse	Belgique	Allemagne	France	Total
Unités de compte	79 037	60 715	41 523	12 727	211 258
En %	37,4 %	28,7 %	19,7 %	6,0 %	100,0 %

2019 - Périmètre AEL (hors Euresa Life)

M€	Suisse	Belgique	Allemagne	France	Monaco	Luxembourg	Total
Unités de compte	103 654	68 682	42 310	15 299	179	46 738	293 510
En %	35,32 %	23,40 %	14,42 %	5,21 %	0,06 %	15,92 %	100,0 %

2019 - Périmètre AEL

M€	Suisse	Belgique	Allemagne	France	Monaco	Luxembourg	Total
Unités de compte	104 592	218 855	43 056	90 640	22 192	47 081	588 140
En %	17,78 %	37,21 %	7,32 %	15,41 %	3,77 %	8,01 %	100,0 %

1.1.7. Opération importante ayant un impact

Mise en place d'un nouveau système de gestion.

1.2. RÉSULTATS DE SOUSCRIPTION

Le tableau ci-après présente les résultats de souscription d'AFI ESCA Luxembourg.

En K€	2017	2018	2019
Primes émises	59 688	4 251	66 630
Rachats nets	-39 962	-19 788	-50 399
Chargements	1 756	1 402	4 124
Frais généraux	-3 117	-3 287	-3 728
Résultat technique	-1 961	-2 287	-1 470

1.3. RÉSULTATS DES INVESTISSEMENTS

1.3.1. Produits et frais générés par les investissements

L'entreprise commercialise principalement des supports en unités de compte dont le risque est supporté par le preneur d'assurance.

Au 31/12/2019, l'entreprise avait en portefeuille :

- 15 245 k€, en face de fonds en euros,
- 56 952 k€, pour ses fonds propres.

Le revenu de ces placements était de 2 981 k€. Les frais de placement ont été de -458 k€, soit des revenus nets de 2 523 k€, qui se décomposent en 1758 k€ de revenus pour les fonds propres et 765 k€ pour les fonds en euros.

Les frais sont de 2 natures :

Les frais externes constitués par les tâches externalisées et par le coût des diverses licences et contrats de maintenance des progiciels utilisés directement tant pour la réalisation que l'enregistrement technique et comptable des opérations.

Les frais internes qui correspondent :

- Aux coûts salariaux directement affectables à l'activité financière ;
- A une quote-part des autres frais imputés selon des clés de répartition.

1.3.2. Profits-Pertes comptabilisés directement en fonds propres

Néant.

1.3.3. Investissement dans titrisations

Néant.



1.4. RÉSULTATS DES AUTRES ACTIVITÉS

AFI ESCA Luxembourg n'exerce aucune autre activité que des opérations d'assurance

1.5. AUTRES INFORMATIONS

Néant

2. SYSTÈME DE GOUVERNANCE

2.1. INFORMATIONS GÉNÉRALES SUR LE SYSTÈME DE GOUVERNANCE

2.1.1. Conseil d'Administration

2.1.1.1. Composition

A la date de clôture de l'exercice 2018, la composition du Conseil d'Administration d'AFI ESCA Luxembourg est la suivante :

Nom	Fonction
M. Daniel BLANCHARD	Administrateur
M. Christian BURRUS	Président et administrateur délégué
M. Jean-Paul BURRUS	Administrateur
M. Jean-Claude JEGOU	Administrateur
M. Jean-Yves HERMENIER	Administrateur
M. André SAINT-MLEUX	Administrateur
AFI ESCA Holding représentée par M. Laurent COPPENS	Administrateur délégué

Deux administrateurs dont le président représentent les intérêts de l'actionnariat familial.

Quatre administrateurs indépendants (au niveau capitalistique) représentent la garantie de maîtrise de l'activité de la compagnie.

Le représentant d'AFI ESCA Holding assure la cohérence de la gouvernance groupe.

Le Directeur Délégué (Stéphane VOMSCHEID), le secrétaire général et le responsable de la fonction-clé gestion des risques du Groupe participent également aux réunions.

Les administrateurs perçoivent en contrepartie de leur mandat des jetons de présence.

2.1.1.2. Fonctionnement

A partir de l'ordre du jour fixé par le Président, des travaux préparatoires sont réalisés par la Direction. Les travaux donnent lieu à la constitution d'un dossier exhaustif consigné dans son intégralité et accompagné des commentaires recueillis, dans le registre des délibérations du Conseil d'Administration.

RAPPORT SUR LA SOLVABILITÉ ET LA SITUATION FINANCIÈRE

Les projets de procès-verbaux sont adressés à tous les membres pour approbation lors de la réunion suivante.

2.1.2. Comité d'audit groupe

2.1.2.1. Composition

En date du 20 mars 2018, un comité d'audit a été créé pour AFI ESCA Holding et AFI ESCA Luxembourg.

Les membres sont :

Nom	Fonction
M. Daniel BLANCHARD	Président
M. Christian BURRUS	Membre
M. Jean-Claude JEGOU	Membre
M. Jean-Yves HERMENIER	Membre
M. André SAINT-MLEUX	Membre

Le Directeur Délégué, l'administrateur délégué et le responsable de la fonction-clé gestion des risques du Groupe sont des invités permanents.

2.1.2.2. Fonctionnement

Il est en charge, dans une seule et même instance d'examiner tous les sujets de son ressort au niveau du Groupe et complètera le comité d'audit de chacune des entités locales.

Le rôle et les missions du Comité d'Audit sont décrits dans la Charte du Comité d'Audit. Elle précise notamment que le Comité d'Audit est chargé d'assister le Conseil d'Administration dans sa responsabilité de suivi des dispositifs de Contrôle Interne et d'élaboration de l'information financière.

Ainsi, dans le cadre de ses missions, le Comité d'Audit assure notamment :

- La surveillance du processus d'élaboration de l'information financière ;
- Un suivi du contrôle légal des comptes annuels ;
- Un suivi des risques et du Contrôle Interne ;
- Un suivi des questions de déontologie au sein de l'organisation ;
- La revue des travaux de l'Audit Interne.

Par ailleurs, le Comité d'Audit peut réaliser des missions ponctuelles, sur la demande du Conseil d'Administration.

La tenue du Comité d'Audit donne lieu à la rédaction d'un procès-verbal et d'un rapport qui est présenté systématiquement en début de chaque Conseil d'Administration par le Président du Comité d'Audit.

2.1.3. Comité de Direction restreint

Néant



2.1.4. Comité de Direction opérationnel

2.1.4.1. Composition

Le Comité de Direction est composé du Directeur Délégué, du Responsable conformité (Compliance Officer), du Responsable technique, IT et actuariat, ainsi que du Responsable développement métiers.

2.1.4.2. Fonctionnement

Le Comité de Direction se réunit mensuellement. Il est présidé par le Directeur Délégué. Chaque membre présente une synthèse de l'actualité et des sujets spécifiques y sont aussi présentés, débattus et tranchés. Un procès-verbal est rédigé à l'issue de chaque réunion du Comité de Direction.

2.1.5. Politique de rémunération

2.1.5.1. Politique générale

AFI ESCA a établi une politique de rémunération visant à attirer, motiver et fidéliser ses salariés tout en maintenant l'équilibre économique de l'entreprise, en veillant à l'équité interne et en s'assurant qu'elle ne conduit pas à la prise de risque excessive ou à des comportements contraires à l'éthique.

La rémunération de chaque collaborateur est définie dans son contrat de travail. Elle est établie à l'embauche par rapport à sa fonction, à ses compétences et des pratiques de marché. Elle est revue annuellement, dans le cadre du dispositif d'augmentation.

2.1.5.2. La mise en place dans l'entreprise

La politique de rémunération est définie par la Direction en fonction des résultats de l'entreprise. Cette rémunération peut comporter une part variable.

Le niveau de rémunération fixe est établi en fonction des compétences requises pour tenir le poste de manière satisfaisante et des pratiques de marché, notamment en ce qui concerne des profils spécifiques ou des compétences rares.

La rémunération variable est limitée à des postes prédéfinis par rapport à la fonction exercée. Elle vise à reconnaître la performance individuelle du collaborateur, sur la base d'objectifs définis.

La rémunération variable des commerciaux, n'est pas contractuelle, elle est fonction de l'atteinte par le collaborateur d'objectifs quantitatifs et qualitatifs. Ces paramètres sont établis sur proposition des Directeurs commerciaux et validés par la Direction Déléguée.

Le Service Ressources Humaines consigne l'ensemble des documents relatifs au calcul et à la rétribution de la rémunération variable dans le dossier du collaborateur. AFI ESCA Luxembourg veille à ce que les modalités de versement de la rémunération variable n'incitent pas les commerciaux à des prises de risque excessives ou à des comportements contraires à l'éthique.

Les fonctions susceptibles de bénéficier d'une rémunération variable sont prédéfinies par la Direction déléguée. Les modalités d'attribution et de versement des montants variables sont établies selon un processus piloté par la Direction Déléguée. Les paramètres de calcul tiennent compte de l'activité et d'objectifs qualitatifs et quantitatifs.

Le dispositif de réévaluation des rémunérations : les rémunérations fixes sont réévaluées annuellement, dans le cadre d'un dispositif d'augmentations annuelles. Les augmentations sont proposées par les responsables

RAPPORT SUR LA SOLVABILITÉ ET LA SITUATION FINANCIÈRE

opérationnels, sur la base des résultats des collaborateurs et à l'atteinte des objectifs définis. L'ensemble des augmentations est validé par la Direction.

La Direction Déléguée consigne l'ensemble des documents relatifs au calcul et à la rétribution de la rémunération variable dans le dossier du collaborateur.

2.1.5.3. Droits à rémunération des membres du Conseil d'administration

Les jetons de présence dus au titre de 2019 s'élèvent à 42 000 €.

2.2 EXIGENCES DE COMPÉTENCE ET D'HONORABILITÉ

2.2.1. Fonctions clés

AFI ESCA a défini et communiqué à l'Autorité de Contrôle les titulaires des quatre fonctions clés.

Fonction clé	Titulaire
Fonction Audit Interne	Jean-Claude JEGOU
Fonction Compliance	Yves MICHEL
Fonction Gestion des risques	Marc-Olivier VARROY
Fonction Actuarielle	Marc-Olivier VARROY

Les responsables de fonctions-clés ont été désignés compte-tenu de leurs diplômes, connaissances et expériences. Chaque fonction-clé requiert des connaissances spécifiques :

- La fonction d'audit interne requiert des connaissances en matière de normes assurantielles ;
- La fonction de contrôle interne et de conformité requiert des connaissances en matière réglementaire ayant une relation directe avec les lignes métiers du Groupe ;
- La fonction de gestion des risques requiert des connaissances en matière d'identification, d'évaluation qualitative et/ou quantitative des risques, de techniques d'atténuation ou de réduction des risques ;
- La fonction actuarielle requiert des connaissances en matière de techniques de calculs financiers et actuariels, de réassurance et en tarification ;

Les responsables des fonctions clés ont la responsabilité de posséder ou d'acquérir les connaissances et le savoir-faire dans leur domaine. Ils peuvent ainsi demander à bénéficier de formations nécessaires à leur permettre de continuer à accomplir correctement leurs missions.

L'Administrateur, Monsieur Jean-Claude JEGOU, supervise la fonction Audit interne. Il est décisionnaire quant aux moyens et ressources affectés au service d'Audit Interne. Ce service est composé de salariés du Groupe auquel appartient AFI ESCA Luxembourg via AFI ESCA Holding, sa maison-mère, avec à sa tête le Responsable de l'Audit Interne. Le Responsable de l'Audit Interne rend compte à l'Administrateur désigné ainsi qu'aux organes dirigeants des contrôles effectués et de ses conclusions. Il l'informe de toutes les restrictions et limitations qu'il peut rencontrer dans l'exercice de ses fonctions.

Cette fonction est déléguée à Madame Charlotte PACQUEMENT.

La fonction Compliance et LCB/FT est assurée par Monsieur Yves MICHEL sous la supervision du Directeur délégué. Avec près de 35 ans d'expérience dans le monde bancaire et assurantiel, dont près de 20 ans à des postes de responsable produits ou clientèles de compagnies d'assurance-vie, il a une parfaite maîtrise de l'activité de la compagnie et des risques associés. Il participe aux réunions Compliance de l'Association des Compagnies d'Assurances.



La fonction Actuariat et gestion des risques est assurée par Monsieur Marc-Olivier VARROY sous la supervision du Directeur délégué. Il est ingénieur et actuaire diplômé, membre de l'Institut Luxembourgeois des Actuaire. Il participe activement à la supervision des affaires de la compagnie en tant que membre du Comité de direction ainsi que du Comité d'acceptation.

Monsieur Ludovic DULAUROY supervise le processus Solvabilité 2, en tant que responsable de la fonction risque du groupe AFI ESCA. Il est ingénieur et actuaire diplômé, membre de l'Institut (français) des Actuaire et CERA (Certified Enterprise Risk Analyst).

2.2.2. Conditions d'honorabilité

Afin de garantir l'intégrité des fonctions clés, les conditions d'honorabilité doivent être remplies du point de vue professionnel et personnel.

Un extrait de casier judiciaire a été demandé préalablement à la nomination du responsable.

Le responsable d'une fonction clé ne satisfait pas ou plus à la condition d'honorabilité professionnelle et personnelle s'il a fait l'objet d'une ou plusieurs condamnations.

Le responsable d'une fonction clé est tenu d'informer la Direction Générale de toute situation pouvant conduire à un cas d'exclusion. A défaut, la Direction Générale peut engager des mesures disciplinaires à son encontre.

2.2.3. Respect de l'obligation d'entretien annuel

Le Conseil d'Administration entend, directement et de sa propre initiative, chaque fois qu'il l'estime nécessaire et au moins une fois par an, les responsables des fonctions clés.

Il s'est tenu le 10 décembre 2019 pour les fonctions clé Audit interne, Conformité, Actuarielle et la fonction Gestion des risques.

2.3. SYSTÈME DE GESTION DES RISQUES, Y COMPRIS L'ÉVALUATION INTERNE DES RISQUES ET DE LA SOLVABILITÉ

2.3.1. Stratégie

La stratégie de l'entreprise est exposée au conseil d'administration qui la valide.

Les données clés du plan stratégique sont introduites dans le dispositif quantitatif de l'ORSA, établi sur un outil développé en interne.

La stratégie actuelle de l'entreprise est d'une part de développer une nouvelle gamme de produits 100 % en unité de compte soit via des fonds externes et internes collectifs soit via des fonds dédiés, en s'appuyant tant sur le réseau propre d'AFI ESCA Patrimoine que sur la réactivation des apporteurs des contrats repris d'ASPECTA en novembre 2014. Les objectifs sont à la fois de croissance interne en recherchant de nouveaux partenariats dans ses marchés cibles et de croissance externe en acquérant à nouveau un portefeuille ou une compagnie présentant des garanties d'activité complémentaire et assimilable.

2.3.2. Mise en oeuvre de la gestion des risques

La fonction Risques est impliquée dans toute nouvelle création de produit via le service actuariel qui s'assure des équilibres du produit et via le service MRS2 d'AFI ESCA qui établit le profil de risques du produit.

RAPPORT SUR LA SOLVABILITÉ ET LA SITUATION FINANCIÈRE

Le service compliance s'assure et valide que le nouveau produit est conforme aux législations, particulièrement en matière de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme.

Les opérations de croissance externe ou prises de participation sont systématiquement analysées par le Directeur délégué d'AFI ESCA Luxembourg conjointement avec le Directeur délégué d'AFI ESCA Holding.

2.3.3. Les politiques écrites

Elles sont au nombre de 17, dont 16 dans le cadre de Solvabilité 2. Les politiques Solvabilité 2 sont approuvées par le Conseil d'Administration d'AFI ESCA, les autres par la Direction Générale.

N° de politique*	Politique
SII-01	Politique unique de contrôle et de suivi de la compétence et honorabilité
SII-02	Politique de contrôle interne
SII-03	Politique unique d'audit interne
SII-04	Politique sur la sous-traitance
SII-05/DDA-01	Politique de rémunération (collaborateurs)
SII-06	Politique unique de gestion du capital
SII-07	Politique unique sur la communication d'information au superviseur - RSR
SII-08	Politique unique sur la communication d'information au public - SFCR
SII-09	Politique unique sur le changement de modèle interne
SII-10	Politique unique sur la conformité
SII-11	Politique de continuité de l'activité
SII-12	Politique unique sur les prêts hypothécaires
SII-13	Politique unique de valorisation des actifs et des passifs
SII-14	Politique unique ORSA
SII-15	Politique unique de Gestion des Risques
SII-16	Politique unique de la fonction actuarielle
LCBFT	Politique Groupe LCBFT_ AFI ESCA

* SII (politique solvabilité II), DDA (politique DDA), SII-DDA (politique mixte SII et DDA), INT (politique interne)

Au cours de l'année 2019 a été mis en oeuvre un processus annuel de revue des politiques¹ qui a conduit à la mise à niveau de l'ensemble des politiques Solvabilité 2 de la compagnie, avec des changements plus significatifs pour les politiques de gestion des risques, l'ORSA, la sous-traitance, la conformité, la gestion du capital, la valorisation des actifs et des passifs et la compétence et l'honorabilité. Ces modifications visent à enrichir les politiques existantes afin de mieux décrire les implications opérationnelles et à compléter certains dispositifs.

¹ Solvabilité 2 impose cette exigence pour les politiques de risque, audit interne, contrôle interne et sous-traitance. AFI ESCA l'applique sur l'ensemble des politiques dans le cadre de son processus de contrôle permanent.



Par ailleurs :

- Une majorité des politiques Solvabilité 2 ont été intégrées dans des politiques uniques (groupe AEH), pour lesquelles les éventuelles spécificités de la compagnie AFI ESCA Luxembourg sont mentionnées.
- Une politique (unique également) de la fonction actuarielle a été créée.

Les politiques Solvabilité 2 ont été présentées et approuvées au Conseil d'Administration d'AFI ESCA Luxembourg du 16 octobre 2019.

2.3.4. Dispositif Solvabilité 2

Les calculs de Solvabilité 2 sont délégués à AFI ESCA sous la supervision de la fonction risque groupe et du directeur délégué.

2.3.5. Description du processus ORSA

2.3.5.1. Approche et rapport ORSA

Le rapport ORSA a été présenté au conseil de mars 2019. Le plan prévu de ce rapport est le suivant :

1. Objectifs et contexte
2. Synthèse
3. Profil de risque
4. Stratégie de risque
5. Solvabilité prospective
6. Besoin global de solvabilité

La partie 5 reprend les travaux usuellement menés, et qui en 2018 ont donné lieu à de nombreuses itérations en raison de l'achat de la société NELL. La trajectoire de solvabilité qui la sous-tend est basée sur un scénario déterministe, qui inclut un chiffre d'affaires. Des tests de sensibilité sont alors réalisés pour mesurer la réaction du ratio de solvabilité en fonction des principaux critères (endogènes via le chiffre d'affaires par exemple, ou exogènes via l'environnement des marchés financiers notamment), ou encore pour capter le risque qu'un facteur ait une importance fondamentale sur les profits ou pertes futurs.

Le scénario de départ, autour duquel seront menés les tests de sensibilité, répond aux critères suivants :

- Les chiffres d'affaires sont calés sur le Business Plan d'AFI ESCA Luxembourg
- Les taux de sinistralité appliqués correspondent à ceux retenus lors des calculs du pilier 1

Les tests de sensibilité sont menés sur les thèmes suivants :

- Marchés financiers ;
- Chiffre d'affaires ;
- Frais généraux ;
- Frais prélevés sur les contrats.

Les parties 3, 4 et 6 sont nouvelles et incluent :

- Pour la partie 3, la reprise du profil de risque issu de la formule standard et la description du processus de cartographie de risque initié pour AEL en 2017, ainsi qu'une évaluation de l'adéquation de la formule standard à ce profil.
- Pour la partie 4, une proposition de stratégie de risque, incluant appétence et limites.

RAPPORT SUR LA SOLVABILITÉ ET LA SITUATION FINANCIÈRE

- Pour la partie 6, une première évaluation du besoin global de solvabilité incluant des actions de management pour faire face à la situation délicate de l'entreprise.

Un rapport ORSA intégrant l'acquisition NELL a été présenté au Comité d'Audit de décembre 2019, sur la base d'un calcul simplifié de la projection de solvabilité.

2.3.5.2. Rôles et Responsabilités

La rédaction de L'ORSA est déléguée à AFI ESCA Holding (L. Dulauroy), avec le soutien des équipes d'AFI ESCA France.

Les calculs ORSA (partie 5) sont effectués par AFI ESCA France.

Le Business Plan, déterminant les lignes de développement futur, et est établi par AFI ESCA Luxembourg, après échange entre la Direction et les unités commerciales et de gestion. Il constitue alors un scénario central servant de base aux études ORSA. Suivant les résultats de ces dernières, un échange entre la Direction Générale et la Fonction Gestion des Risques peut amener à réajuster la stratégie, afin d'optimiser le profil futur de la société en termes de rendement et de risques. Cette phase terminée, le rapport est réalisé et présenté au Comité d'Audit pour examen et au Conseil d'Administration pour validation.

2.4. SYSTÈME DE CONTRÔLE INTERNE

Le Contrôleur Interne, rattaché à la Direction déléguée, a pour mission de veiller au bon fonctionnement du dispositif de Contrôle Interne et de Gestion des Risques. Son périmètre d'intervention a été défini afin de couvrir l'ensemble des activités de la compagnie. La méthodologie est inspirée de celle d'AFI ESCA France, ceci dans le respect du principe de proportionnalité et afin de minimiser les coûts.

L'activité du service Contrôle Interne revêt plusieurs aspects :

- L'activité Contrôle Interne qui consiste à veiller à la cohérence et à l'efficacité du dispositif de Contrôle Interne ;
- L'activité de Gestion des Risques par la production, l'actualisation et le suivi des cartographies des risques de l'entreprise ;
- L'analyse et le suivi des incidents remontés par la gestion opérationnelle ;
- La définition et le suivi de plans d'actions visant à réduire les vulnérabilités identifiées ;
- Le suivi des recommandations ;
- La réalisation de missions ponctuelles, à la demande de la Direction déléguée.

Le Contrôle Interne pourra être amené à opérer des missions spécifiques en vue de vérifier le bon fonctionnement opérationnel du dispositif de maîtrise des risques et d'apprécier la pertinence et la fiabilité du niveau de couverture des risques.

Dans l'état actuel de l'effectif d'AFI ESCA Luxembourg, cette mission est assurée par le responsable de la fonction-clé gestion des risques.

2.5. FONCTION D'AUDIT INTERNE

Un troisième niveau de contrôle est assuré par l'Audit Interne, qui a pour vocation d'apporter une vision indépendante et objective sur le degré de maîtrise des opérations de la société.



Le dispositif d'Audit Interne mis en place par AFI ESCA LUXEMBOURG est adapté à sa taille, à ses opérations et à l'importance des risques auxquels ses activités l'exposent. Il couvre l'ensemble de ses activités et est déployé à tous les niveaux de l'entreprise.

2.5.1. Organisation et fonctionnement

Le rôle et les missions de l'Audit Interne sont détaillés au sein de la Charte d'Audit Interne, validée par le Comité d'Audit Groupe du 20 mars 2018. L'organisation, la gouvernance et le suivi du dispositif d'Audit Interne mis en place au sein d'AFI ESCA LUXEMBOURG sont décrits au sein d'une Politique dédiée, approuvée par le Conseil d'Administration du 27 mars 2018.

L'Audit Interne a pour rôle d'évaluer la pertinence et la robustesse du dispositif général de contrôle mis en place par AFI ESCA Luxembourg. Par ses recommandations, il contribue à en améliorer la sécurité et à optimiser les performances globales de l'organisation. Il a notamment pour mission :

- D'évaluer la pertinence et l'efficacité des processus par rapport à leur conformité avec les règles, normes, procédures, lois et réglementations en vigueur ;
- D'évaluer la maîtrise des processus opérationnels et fonctionnels ainsi que leur adéquation avec les préoccupations stratégiques, opérationnelles et financières de l'organisation ;
- De s'assurer de l'intégrité, la fiabilité, l'exhaustivité et la traçabilité des informations produites ;
- De proposer des axes d'amélioration ;
- Le cas échéant, de participer à certaines missions de conseil demandées par la Direction Générale.

Afin de garantir son indépendance, l'Auditeur Interne rapporte à l'administrateur délégué.

L'Audit Interne réalise ses travaux dans le cadre des six grands processus de la Compagnie d'assurance AFI ESCA, définis par le Comité d'Audit :

- Le processus commercial, affaires nouvelles et suivi de portefeuille, développement, international ;
- Le processus client ;
- Le processus gestion des cotisations (émission, encaissement) et des prestations (ouverture, instruction et paiement) ;
- Le processus d'inventaire et de comptabilité, la réassurance ;
- Le processus de gestion d'actifs et l'ALM ;
- Le processus de solvabilité et contrôle des risques.

L'Audit Interne établit au cours du quatrième trimestre un Plan d'Audit annuel pour l'année calendaire à venir. Ce Plan d'Audit annuel définit les missions d'audit à mener ainsi que leur planification. Le Plan d'Audit annuel fait l'objet d'une approbation par le Comité d'Audit avant la fin de l'année.

L'Audit Interne établit au moins une fois par an un point d'avancement de la réalisation du Plan d'Audit annuel. Ce document fait l'objet d'une présentation au Comité d'Audit.

L'Audit Interne peut également être sollicité par la Direction Générale, le Comité d'Audit Groupe ou le Conseil d'Administration pour conduire des missions non prévues au Plan d'Audit annuel, en réponse à une situation d'urgence ou sur un sujet spécifique.

L'Audit Interne informe le Comité d'Audit du lancement et de l'avancée de ses travaux, communique le rapport final et en présente les conclusions et recommandations en séance. Les recommandations font l'objet d'un suivi qui fait partie intégrante du Plan d'Audit annuel et qui est présenté périodiquement au Comité d'Audit.

Dans sa Charte de fonctionnement, le Comité d'Audit prévoit que l'Audit Interne est un invité permanent de ses réunions.

2.5.2. *Indépendance de l'audit Interne*

Fonctionnellement, l'Audit Interne rapporte au Président du Comité d'Audit Groupe. Le Comité d'Audit Groupe approuve le Plan d'Audit annuel et suit ses travaux.

Ce positionnement garantit à l'Audit Interne l'indépendance nécessaire à l'exercice de sa fonction.

2.6. FONCTION ACTUARIELLE

2.6.1. *Organisation opérationnelle*

La Fonction Actuarielle est assurée par le « Chief Actuarial Officer » qui est rattaché à la Direction Déléguée.

2.6.2. *Périmètre d'intervention*

Ses missions sont de :

- Coordonner le calcul des provisions techniques et garantir leur fiabilité ;
- Emettre un avis sur la politique de souscription ;
- Emettre un avis sur l'adéquation des dispositions prises en matière de réassurance.

Au-delà de ces missions, le responsable de la Fonction Actuarielle est amené à intervenir sur tout domaine impactant les équilibres techniques de la société.

2.6.3. *Conception et tarification des produits*

L'organisation, la gouvernance et le suivi du dispositif mis en place par AFI ESCA Luxembourg pour concevoir et tarifier ses produits sont détaillés au sein de la Politique sur le risque de souscription et de provisionnement.

Le Service Actuariat est le garant de la rentabilité technique des produits, par le biais de la définition des tarifications et de leurs conditions d'application. Il intervient dans la politique de la souscription au moment de la définition des produits, du suivi des résultats des activités et de la mise en place et du suivi de la réassurance.

Le Service Actuariat coordonne les échanges avec les réassureurs pour définir la politique de souscription s'appliquant aux affaires dépassant la rétention de la Compagnie. Sur ce périmètre, le réassureur peut être amené à proposer de lui-même les tarifications, les conditions d'applications et les termes des documents à utiliser.

Ce dispositif s'inscrit dans l'organisation pilotée par la Direction Générale pour la mise en oeuvre du plan stratégique. Celle-ci définit notamment les orientations produits et tarifaires devant être mises en oeuvre par les différents intervenants aux processus de création et de tarification des produits.

2.6.4. *Les provisions techniques*

Le Service Actuariat définit et met en application les méthodes de provisionnement propres à chaque risque assuré par la Compagnie afin de garantir la pérennité de l'entreprise. Ce provisionnement s'inscrit dans une démarche réglementaire et fait également l'objet d'un contrôle par les auditeurs externes.

Le calcul des provisions est, sauf exception, automatisé par le biais de programmes développés dans les systèmes de gestion, sous le contrôle du Service Actuariat.



2.6.5. *La politique de réassurance*

Le Service Actuariat coordonne les échanges avec les réassureurs pour définir la politique de souscription s'appliquant aux affaires dépassant la rétention de la Compagnie. Sur ce périmètre, le réassureur peut être amené à proposer de lui-même les tarifications, les conditions d'applications et les termes des documents à utiliser.

2.7. FONCTION COMPLIANCE

La Fonction Conformité a pour objectif de prévenir le risque de sanction judiciaire, administrative ou disciplinaire, d'atteinte à la réputation et de perte financière lié au non-respect de dispositions légales, réglementaires, de normes professionnelles ou déontologiques. AFI ESCA a mis en place une Fonction Conformité adaptée à sa taille, à ses opérations et à l'importance des risques de nonconformité auxquels ses activités l'exposent. Elle couvre l'ensemble de ses activités et est déployée à tous les niveaux de l'entreprise.

La responsabilité de la Fonction Conformité est attribuée au « Compliance Officer », rattaché hiérarchiquement au Directeur Général. Elle participe au Comité de Direction.

Les travaux d'analyse liés à la conformité sont assumés par le « Compliance Officer » : son rôle est de signaler les points de non-conformité et de donner les lignes directrices des travaux de mise en conformité nécessaires.

2.8. FONCTION GESTION DES RISQUES

La Fonction Gestion des Risques est assurée par la même personne que celle qui assure la fonction actuarielle. Elle rapporte hiérarchiquement à la direction déléguée et fonctionnellement au directeur des risques Groupe.

2.9. SOUS-TRAITANCE

Le dispositif de pilotage et de suivi des activités externalisées est détaillé dans la politique sur la sous-traitance, validée par le Conseil d'Administration du 15 octobre 2015. Conformément aux dispositions de cette politique, les activités externalisées sont réparties entre les activités critiques et les activités non critiques.

Une activité critique est définie comme une activité ou une fonction essentielle aux activités d' AFI ESCA au point que l'entreprise ne serait pas en mesure de fournir ses services en l'absence de cette fonction ou activité. Les activités critiques externalisées par AFI ESCA sont les suivantes :

- Délégation d'une partie des activités de gestion d'actif : gestion du référentiel (COFIBOL) ;
- Infrastructure informatique et PRI (GIE Groupe Burrus Technologies).

2.10. EVALUATION DE L'ADÉQUATION DU SYSTÈME DE GOUVERNANCE PAR RAPPORT À LA NATURE, L'AMPLEUR ET LA COMPLEXITÉ DES RISQUES INHÉRENTS À SON ACTIVITÉ

Le système de gestion des risques et l'adéquation du système de gouvernance sont intégralement assurés par les équipes d'AFI ESCA.

La mise en place des outils de gouvernance et de contrôle permet un suivi, une maîtrise, une évaluation et une actualisation en temps réel de l'ensemble des risques auxquels AFI ESCA Luxembourg est confronté, quelle que soit leur famille de rattachement :

- Risques spécifiques aux activités techniques d'assurance : risques techniques, de souscription, de provisionnement, de réassurance, etc ;
- Risques liés à l'évolution des marchés financiers, de gestion de bilan ou financière : risques de solvabilité, de gestion d'actifs, d'endettement, d'adéquation actif / passif ;

- Risque de pertes résultant de procédures internes, de membres du personnel ou de systèmes inadéquats ou défaillants, ou d'événements extérieurs : risques de fraudes, produits et pratiques commerciales, dysfonctionnements de l'activité et des systèmes, exécution et gestion des processus, etc. ;
- Risques stratégiques et environnementaux : risques relatifs au pilotage de l'entreprise, aux risques de réputation directe et aux risques générés par l'environnement de l'entreprise et aux risques émergents.

L'analyse régulière des risques ici mentionnés par toutes les parties prenantes permet la mise en oeuvre de plans d'actions visant à réduire de manière significative leur probabilité de survenance ainsi que leur impact sur AFI ESCA Luxembourg, qu'il soit d'ordre financier ou d'image / réputation.

2.11. AUTRES INFORMATIONS

La crise sanitaire Covid-19 a été l'occasion pour AFI-ESCA Luxembourg de mettre en oeuvre son PCA (Plan de Continuité d'Activité) en mars 2020. A l'aide d'un très fort recours au télétravail, l'entreprise a été en mesure d'assurer dans des conditions dégradées mais acceptables la continuité de l'activité qui restait à un niveau très élevé en raison des conséquences opérationnelles des fusions de portefeuilles.

3. PROFIL DE RISQUE

Entré en vigueur le 1er janvier 2016, le régime prudentiel Solvabilité 2 a notamment pour fonction d'amener les assureurs à évaluer leur solvabilité une fois par an au moins, suivant des règles édictées par des spécifications techniques dédiées.

La solvabilité est vue comme le ratio entre les fonds propres (en vision économique) dont dispose l'entreprise, et un montant de risque global, nommé SCR, qui correspond au montant de pertes que la société pourrait encaisser au cours de l'année à venir, si un choc de probabilité 0,5 %, affectant tous les postes de risque de l'entreprise, survenait.

AFI ESCA Luxembourg est exposée aux risques de souscription, de marché, de crédit et opérationnel, comme détaillé dans les paragraphes ci-dessous. Son SCR s'établit à **19,6 M€** au 31/12/2019.

3.1. RISQUE DE SOUSCRIPTION

3.1.1. *Risque Vie*

Le risque de souscription Vie correspond à une agrégation des risques suivants :

- Risque de longévité : application immédiate, et sur long terme, d'une baisse de 20 % des taux de mortalité. Le choc ne s'applique qu'aux contrats pour lesquels la longévité représente un risque ;
- Risque de mortalité : application immédiate, et sur le long terme, d'une hausse de 15 % des taux de mortalité. Le choc ne s'applique qu'aux contrats pour lesquels la mortalité représente un risque ;
- Risque de rachat : le scénario retenu dépend de la ligne d'activité (hausse des taux, baisse des taux ou rachats massifs) ;
- Risque de frais : les frais de gestion d'AFI ESCA Luxembourg augmentent de 10 %, dans un contexte où l'inflation est plus élevée que prévu initialement (augmentation du taux d'inflation de 1 %) ;
- Risque de catastrophe : il consiste en une hausse absolue de 0,15 % des taux de mortalité lors de l'année à venir. Le choc ne s'applique qu'aux contrats pour lesquels la mortalité représente un risque.



Le chargement au titre du risque de souscription Vie s'élève à **2,9 M€** pour AFI ESCA Luxembourg au 31/12/2019. Il se décompose ainsi :

Risque de souscription Vie (2 916K€)



■ Effet de diversification ■ Longévité ■ Rachat à la baisse ■ Mortalité ■ Frais ■ Catastrophe

3.1.2. Risque Santé

N/A

3.2. RISQUE DE MARCHÉ

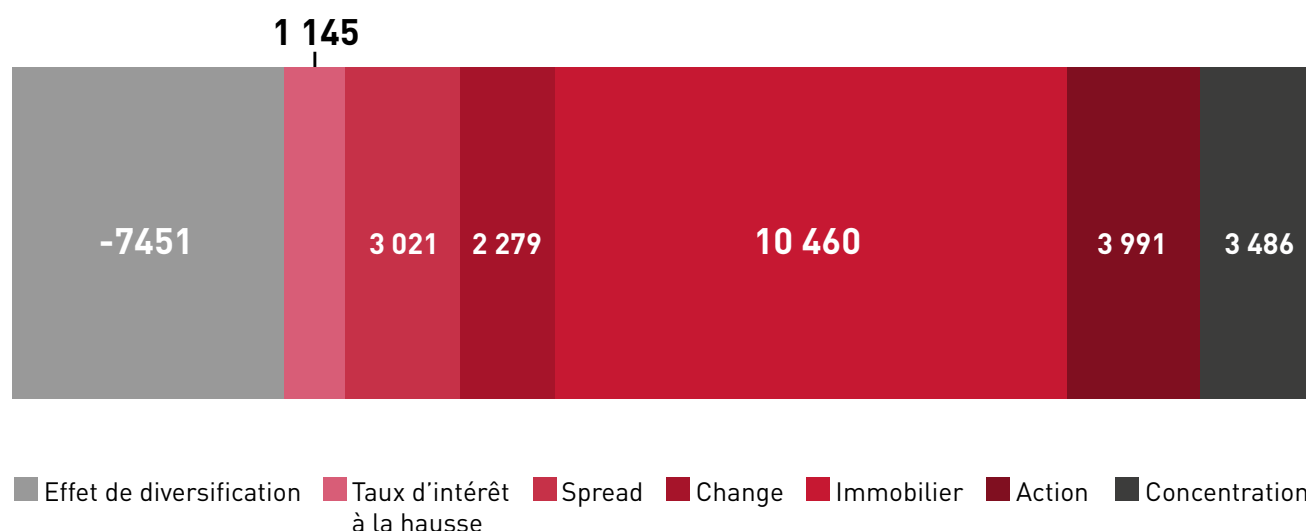
Il est constitué par une agrégation des chocs affectant les marchés financiers qui conduisent à une dégradation de la valeur des placements d'AFI ESCA Luxembourg.

Dans ces scénarios, les taux de rendement futurs du portefeuille titres sont révisés à la baisse. Les chocs constituant le risque de marché sont les suivants :

- Risque de taux : baisse relative des taux allant de -20 % pour les maturités long-terme à -75 % pour les maturités court-terme ;
- Risque action : chute instantanée de 38,9 % de la valeur des actions UE, de 48,9 % de la valeur des actions hors UE ;
- Risque immobilier : chute instantanée de 25 % de la valeur de l'immobilier ;
- Risque de spread : il vise à mesurer le montant de perte en cas de défaut de paiement de la part de l'émetteur d'une obligation. Le choc est appliqué pour chacune des obligations présentes dans le portefeuille titres. Son montant dépend de l'évaluation de la solvabilité de l'émetteur (rating) et de la durée de l'obligation ;
- Risque de change : chute instantanée de 25 % de la valeur des titres n'étant pas cotés en euro ;
- Risque de concentration : application d'un choc aux titres représentant plus de 1,5 % du portefeuille d'actifs, d'un montant variant en fonction du rating et de l'émetteur.

Le risque de marché calculé via la formule standard s'élève à **16,3 M€** au 31/12/2019.
Il se décompose ainsi :

Risque de Marché (16 338 K€)



3.3. RISQUE DE CRÉDIT

Le bilan d'AFI ESCA fait apparaître des créances. Le risque de crédit a pour but de capter la probabilité que ces créances ne soient pas intégralement recouvrées, du fait d'un défaut de paiement du débiteur.

Le montant du choc dépend de la devise dans laquelle la créance est exprimée, et de l'évaluation de la solvabilité de la contrepartie (par exemple le rating, s'il s'agit d'une entreprise). Il est évalué suivant la formule standard (article SCR.6 des spécifications techniques).

Le risque de crédit s'élève à **2,3 M€** pour AFI ESCA Luxembourg au 31/12/2019.

3.4. RISQUE DE LIQUIDITÉ

Le risque de liquidité n'est pas valorisé dans les spécifications techniques de Solvabilité II.

3.5. RISQUE OPÉRATIONNEL

Conformément à la Directive Solvabilité II, le risque opérationnel correspond au risque de pertes résultant d'une inadéquation ou d'une défaillance d'un système, d'un processus interne, d'une personne ou encore d'un événement extérieur. Celui-ci n'inclut pas les risques provenant des décisions stratégiques ainsi que les risques de réputation.

Il est calculé comme le maximum entre le produit d'un pourcentage de risque appliqué aux primes de l'exercice achevé et d'un coefficient appliqué au Best Estimate. Un chargement supplémentaire intervient si la croissance annuelle du chiffre d'affaires dépasse 20 %.

Il est évalué suivant la formule standard (article SCR.3 des spécifications techniques).
Le risque opérationnel s'élève à **0,9 M€** pour AFI ESCA Luxembourg au 31/12/2019.



3.6. AUTRES RISQUES IMPORTANTS

N/A

3.7. EXPOSITION AU RISQUE

3.7.1. *Expositions importantes anticipées*

N/A

3.7.2. *Sûreté : montant, nature, nature et valeur des actifs fournis comme sûreté et passifs correspondants, clauses et conditions attachées.*

3.7.3. *Liste des actifs investis selon le principe de la personne prudente*

L'ensemble des actifs est géré selon le principe de la personne prudente.

Les actifs sont choisis par les souscripteurs et sont conformes à la circulaire 15/3 émise par le Commissariat Aux Assurances.

3.8. CONCENTRATION DES RISQUES

N/A

3.9. TECHNIQUES D'ATTÉNUATION DU RISQUE

3.9.1. *Risques financiers*

N/A

3.9.2. *Risque d'assurance*

Une réassurance a été souscrite par AFI ESCA Luxembourg afin de protéger ses résultats contre l'aléa lié aux garanties plancher des contrats en unités de compte.

3.10. RISQUE DE LIQUIDITÉ : BÉNÉFICE ATTENDU

Les actifs illiquides présentent un rapport rendement risque attractif :

- Immobilier : revenu élevé et volatilité mesurée
- Participations stratégiques : volatilité mesurée et espérance de rendement attractive

3.11. SENSIBILITÉ AUX RISQUES

N/A

3.12. AUTRES INFORMATIONS CONCERNANT LE PROFIL DE RISQUE

N/A

4. VALORISATION À DES FINS DE SOLVABILITÉ

4.1. ACTIFS

Le total de l'actif du bilan d'AFI ESCA Luxembourg au 31/12/2019 s'élève à **657,1 M€**.

4.1.1. Placements

Dans le référentiel Solvabilité II, les placements financiers sont exprimés en valeur boursière, ou, pour les actifs non cotés, au prix auquel ils pourraient raisonnablement être cédés. Ils valent **627,0 M€** au 31/12/2019.

Cette méthodologie diffère des comptes sociaux, dans lesquels les placements sont comptabilisés à valeur d'achat. Les investissements sont valorisés à **626,5 M€** dans les comptes sociaux.

L'écart de valorisation des placements entre ces deux référentiels correspond à la moins-value latente sur les titres financiers. Elle s'élève à **0,5 M€** au 31/12/2019.

4.1.2. Autres actifs

Pour ce qui est des autres actifs, et à l'exception de la réassurance, la comptabilisation Solvabilité II repose sur la notion de juste valeur, à savoir que les actifs sont inscrits au montant auquel ils pourraient être vendus en date d'élaboration des comptes. Les autres actifs (qui incluent la trésorerie) s'établissent à **30,0 M€** à fin 2019.

4.1.3. Qualité des données

Le portefeuille de placements financiers est traité titre par titre.

Les OPCVM sont traités par transposition, conformément aux recommandations techniques.

Cinq grandes familles de titres sont prises en compte dans les calculs :

- Obligations (à taux fixe, variable, ou les deux)
- Actions
- Participations
- Immobilier
- Monétaire

Ces familles correspondent à la physionomie du portefeuille titres à fin 2019. Le tableau ci-dessous présente les taux de transposition des fonds propres et des placements en représentation des contrats en UC ainsi que le nombre d'OPCVM transposés. Le nombre d'OPCVM transposés a augmenté.

	2018	2019
Actif général	99,42%	67,4%
Placements en représentation des UC	46,28%	29,5%
Nombre d'OPCVM	372	801
Nombre d'OPCVM transposés	45	185
Taux de transposition	12,10%	23,10%



Les pourcentages d'encours transparents ont baissé par rapport à l'année passée. Il s'agit principalement de l'impact de la fusion. En effet, avant fusion l'actif général d'AFI ESCA Luxembourg était constitué principalement d'OPCVM de la société de gestion Dôm Finance. Cette société faisant partie du même groupe, il est aisé de transparentiser les fonds. Les OPCVM de l'actif général d'Euresa-Life n'étant pas tous transparents, le taux de transparentisation est donc plus faible.

Des travaux sont en cours pour porter le taux de transparentisation au taux de 80 % attendu.

4.2. PROVISIONS TECHNIQUES

4.2.1. Meilleure estimation

Les provisions techniques sont calculées dans les comptes Solvabilité II par la méthode de meilleure estimation (Best Estimate). Celle-ci consiste à projeter le portefeuille de contrats afin d'évaluer les flux futurs qu'ils vont engendrer (règlement des sinistres par exemple). Les hypothèses retenues pour ces calculs correspondent à la vision la plus fidèle possible de la vie des contrats : elles s'appuient sur les tables réglementaires adaptées au risque concerné, et sur le retour d'expérience dont AFI ESCA Luxembourg dispose au travers des exercices antérieurs.

Ces calculs sont effectués sur 30 ans et dans 1 000 environnements financiers différents. La moyenne des 1 000 résultats ainsi obtenus constitue le Best Estimate.

4.2.1.1. La qualité des données

Les calculs sont effectués contrat par contrat. Leurs caractéristiques sont récupérées depuis les logiciels de gestion de la société.

Ces données sont enrichies de lois d'expérience empiriques afin d'évaluer au mieux la sinistralité future des contrats. Les bases de données informatiques correspondantes ainsi que les différents travaux des services Actuariat et de Gestion sont alors exploités dans le but de répondre à la demande de meilleure estimation de la vie future du portefeuille.

Pour les poches en unités de compte, l'actif sous-jacent est traité par transparentisation, et est ainsi traité comme un panachage des types de titres suivants :

- Obligations
- Actions
- Immobilier
- Monétaire

Les charges de gestion prises en compte dans la projection intègrent les résultats des travaux des services Contrôle de Gestion et Comptabilité d'AFI ESCA Luxembourg.

4.2.1.2. Hypothèses retenues au passif

Aucune souscription nouvelle de contrats n'est prise en compte lors des calculs.

Pour les contrats d'épargne, aucun versement futur de la part de l'assuré n'est pris en compte, sauf s'il est établi que les conditions particulières qu'un bonus sera libéré si des versements libres sont réalisés jusqu'à une certaine date.

Les contrats sont projetés sur une durée de 30 ans, date à laquelle 99% du portefeuille est éteint. A cet horizon, les contrats restant encore en cours font l'objet d'un remboursement immédiat, à hauteur de leur valeur de rachat du moment

RAPPORT SUR LA SOLVABILITÉ ET LA SITUATION FINANCIÈRE

4.2.1.3. Les scénarios financiers

Un générateur de scénarios, exploité par le cabinet de conseil en actuariat Addactis, fournit les 1 000 trajectoires financières servant aux calculs. Ce générateur se base sur l'historique des marchés financiers, et prend notamment en compte les corrélations pouvant exister entre les différents indices.

Les scénarios sont fournis pour chacun des cinq indicateurs suivants :

- Les courbes des taux
- Les spreads obligataires
- Le marché action
- Le marché immobilier
- L'inflation

Des contrôles sont réalisés afin de vérifier que les 1 000 scénarios respectent bien les conditions spécifiées dans les règlements techniques.

4.2.1.4. La participation aux bénéfices

Aucun contrat du portefeuille ne comporte de clause de participation aux bénéfices. De ce fait, et également en raison du faible volume relatif des engagements en euros, une modélisation simplifiée des engagements en euros a été retenu.

Une solution permettant de réaliser ce type de calcul est déployée et sera fonctionnelle pour le premier trimestre 2020, à l'occasion de l'absorption du portefeuille NELL.

4.2.1.5. Les résultats

Les projections présentées ci-dessus aboutissent à une meilleure estimation (Best Estimate) de **569,6 M€**, correspondant à la moyenne de 1 000 scénarios financiers étudiés. Sa ventilation par activité est la suivante :

en k€	Meilleure Estimation	Provision comptable
Epargne en unités de compte	569 569	572 879
Epargne euro	16 022	16 022

4.2.2. Marge de risque

Aux provisions techniques s'ajoute dans les comptes Solvabilité II une marge de risque, afin de prendre en compte la possibilité que la vie future des contrats ne se passe pas comme imaginé lors des calculs de meilleure estimation. Par exemple, la sinistralité pourrait s'avérer à l'avenir différente de celle imaginée à partir des données historiques.

Cette marge de risque correspond donc à une marge de prudence. Elle est calculée à partir du profil de risque de la société, présenté dans la partie 3 du présent rapport.

Elle s'élève à **0,9 M€** pour AFI ESCA Luxembourg au 31/12/2019.

4.3. AUTRES PASSIFS

De même que les actifs, les autres passifs sont évalués à partir de la notion de juste valeur, à savoir le montant auquel ils pourraient être vendus en date.



Les autres passifs s'établissent à **15,2 M€** à fin 2019.

L'actif net économique étant supérieur à l'actif net comptable, des impôts différés passifs devraient être inscrits au bilan. Cependant, la compagnie, était jusqu'ici en déficit et bénéficie donc de pertes fiscales reportables qui permettent d'absorber l'intégralité des impôts différés passifs. Vus également le faible montant de l'IDP et le fait qu'il soit prudent de pas en constituer en ce qui concerne le SCR, aucun impôt différé n'a été pris en compte dans les calculs. Ceci sera revu dans le cours de l'année 2020.

4.4. MÉTHODES DE VALORISATION ALTERNATIVES

Néant

4.5. AUTRES INFORMATIONS

Néant

4.6. BILAN SOCIAL ET BILAN SII

BILAN SOLVABILITÉ 2

ACTIF S2	PASSIF S2
Placements hors UC : 54 188 k€	Fonds propres : 55 368 k€
Placements UC : 572 879 k€	PT UC : 569 570 k€
Réassurance : -356 k€	PT Euro : 16 023 k€
Trésorerie : 28 649 k€	Marge de risque : 880 k€
Autres actifs : 1 693 k€	Autres passifs : 15 212 k€
TOTAL : 657 053 k€	TOTAL : 657 053 k€

BILAN SOCIAL

ACTIF S1	PASSIF S1
Placements hors UC : 53 651 k€	Fonds propres : 52 953 k€
Placements UC : 572 879 k€	PT UC : 572 879 k€
Réassurance : 15 k€	PT Euro : 16 023 k€
Trésorerie : 28 649 k€	Autres passifs : 15 212 k€
Autres actifs : 1 873 k€	
TOTAL : 657 067 k€	TOTAL : 657 067 k€

4.7. AUTRES INFORMATIONS

Néant.

5. GESTION DU CAPITAL

Le SCR est évalué selon la formule standard telle que décrite dans le règlement délégué 2015/35/CE. Les fonds propres et le SCR sont évalués sans prendre en compte les mesures transitoires autorisées.

Par ailleurs, la mesure permanente consistant à utiliser le correcteur de volatilité (volatility adjustment) n'est pas non plus, prise en compte.

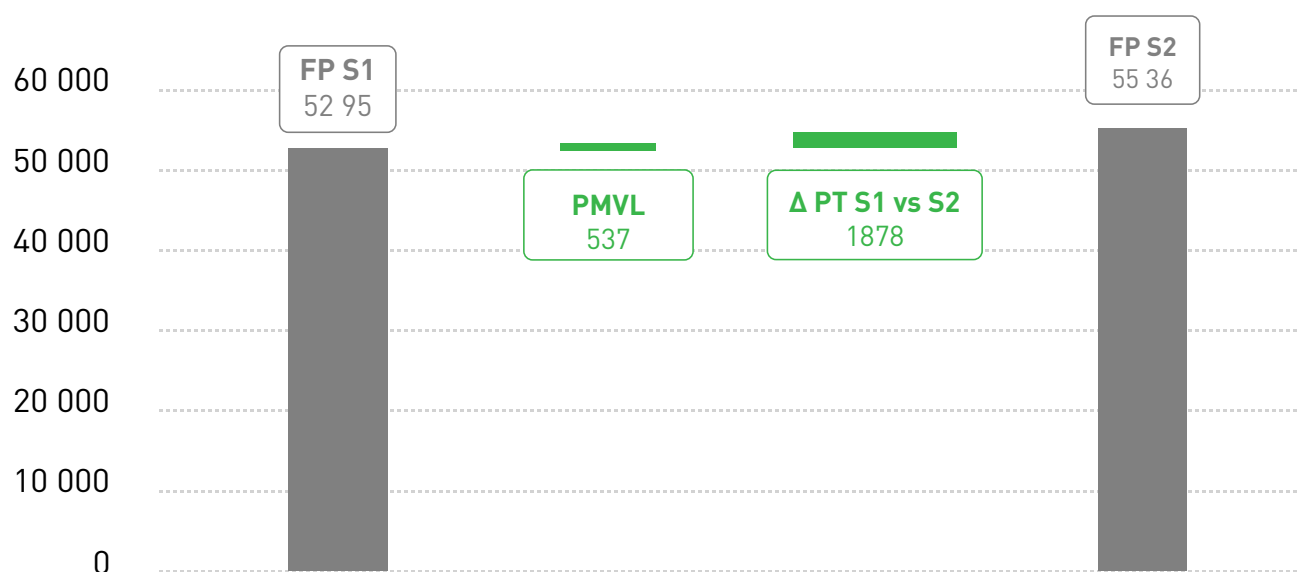
5.1. FONDS PROPRES

5.1.1. Principaux éléments de fonds propres et évolution attendue

Les fonds propres sont obtenus par différence des actifs et passifs de la société, avant prise en compte éventuelle de passifs subordonnés.

Cette différence s'élève à **55,4 M€**, contre **53,0 M€** en normes sociales. Les différences de valorisation, développées dans la partie 4 du présent rapport, s'établissent ainsi :

Composition des FP 2019 en k€



Les fonds propres comptables comprennent les éléments suivants :

- Le capital social et primes liées, pour un montant de **62 M€** ;
- Le résultat de l'exercice 2019 : **0,2 M€** ;
- Les réserves et le report à nouveau : **-10,5 M€**
- La prime de fusion : **1,3 M€**.

La réserve de réconciliation est l'écart entre les fonds propres Solvabilité 2 de niveau 1 illimité (ie hors TSDI) et les fonds propres comptables. Elle correspond ici à des moins-values latentes et à des pertes futures projetées sur le business.



Les éléments de fonds propres de base sont classés sous Solvabilité 2 selon les niveaux indiqués dans les articles 93 et 94 de la Directive 2009/138/CE :

- Le niveau 1 correspond à un élément en permanence disponible ou pouvant être appelé sur demande pour absorber totalement des pertes exposées soit dans le cadre d'une exploitation continue soit dans le cadre d'une liquidation. Dans le cadre d'une liquidation, son montant doit, en outre, être intégralement disponible et affecté totalement au règlement intégral des engagements d'assurance vis-à-vis des preneurs et des bénéficiaires de contrat d'assurance, sans que le détenteur puisse en demander le remboursement ;
- Le niveau 2 correspond à un élément dont le montant total est, dans le cadre d'une liquidation, intégralement disponible et affecté totalement au règlement intégral des engagements d'assurance vis-à-vis des preneurs et des bénéficiaires de contrat d'assurance, sans que le détenteur puisse en demander le remboursement ;
- Le niveau 3 est affecté à un élément ne remplissant pas les critères pour être classé en niveau 1 ou en niveau 2.

Des limites quantitatives d'éligibilité s'appliquent aux fonds propres de base pour couvrir le SCR et le MCR.

Les fonds propres éligibles à la couverture du SCR sont constitués par :

- a) au moins 50 % des éléments de fonds propres classés en Tier 1 ;
- b) au plus 15 % des éléments de fonds propres classés en Tier 3 ;
- c) au plus 50 % des éléments de fonds propres classés en Tier 2 et Tier 3.

Les fonds propres éligibles à la couverture du MCR sont constitués par :

- a) au moins 80 % des éléments de fonds propres classés en Tier 1 ;
- b) au plus 20 % des éléments de fonds propres classés en Tier 2.

Les éléments constitutifs des fonds propres Solvabilité 2 relèvent du niveau 1 à hauteur de **55,4 M€**.

Les éléments de niveau 2 correspondent aux deux Titres Subordonnés à Durée Indéterminée présents au bilan.

5.1.2. Plans pour remplacer les éléments de fonds propres de base soumis aux mesures transitoires visées par l'article 308 Ter

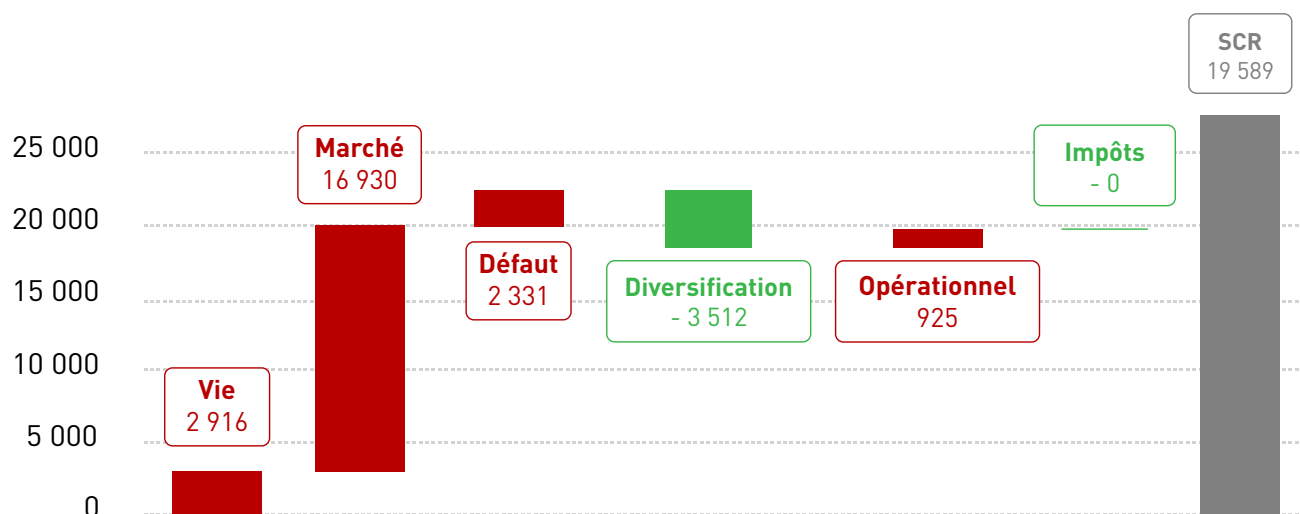
Néant.

5.2. CAPITAL DE SOLVABILITÉ REQUIS ET MINIMUM DE CAPITAL REQUIS

5.2.1. Capital de solvabilité requis (SCR)

Le SCR représentant le montant de pertes en cas d'occurrence d'une crise ayant une probabilité de 0,5 % est évalué à **19,6 M€** au 31/12/2019. Il se décompose de la manière suivante :

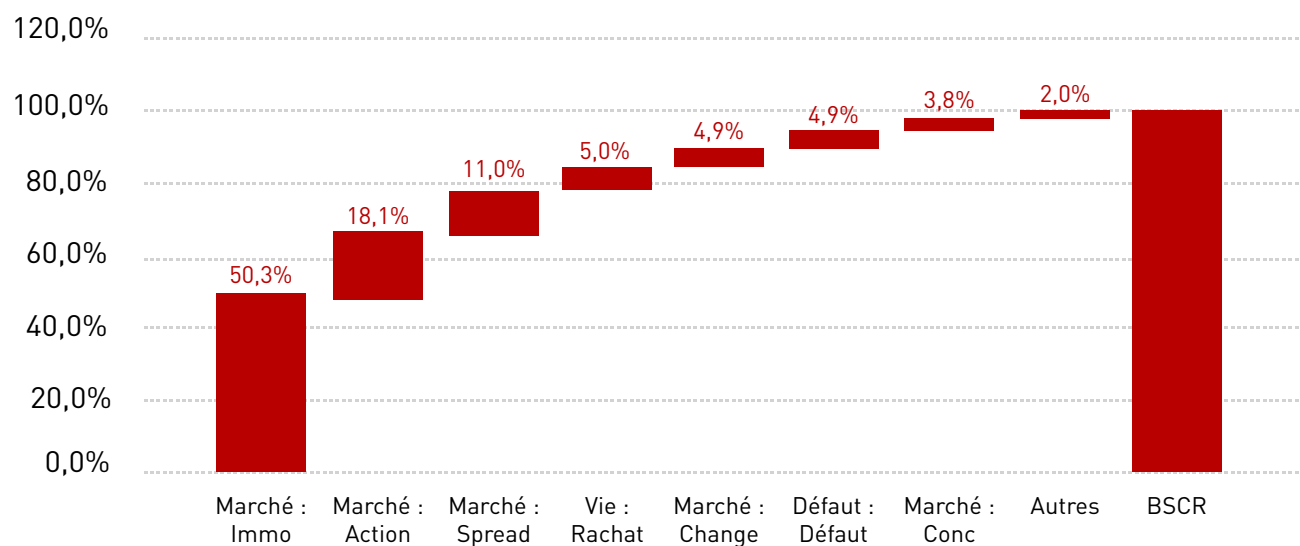
Composition du SCR 2019 en k€



Les risques financiers sont les plus élevés pour AFI ESCA Luxembourg. Cela correspond à la part importante de fonds propres.

Une linéarisation de l'ensemble des SCR modulaires permet d'identifier le poids relatif de chaque risque.

Risques linéarisés



Parmi les huit SCR sous-modulaires calculés, le risque immobilier représente plus de 50 % du BSCR et ajouté au risque action le pourcentage passe à 68 %.

5.2.2. Evolution attendue du SCR

Le SCR projeté en N+1 à partir du modèle ORSA 2018 (se basant sur la situation au 30/09/2018 et les hypothèses de production associées) s'établit à **21,3 M€**. Le SCR au 31/12/2019 est finalement **8 % inférieur** aux prévisions.



en k€	ORSA 2018	Réel	Ecart
SCR	21 346	19 589	-8%

La légère différence avec le business plan s'explique par le fait que la collecte nette a été moins importante que prévue et d'une mutualisation sous-évaluée dans le cadre du calcul du SCR du fait de l'intégration d'Euresa.

5.2.3. Minimum de capital requis (MCR)

Le MCR correspond au montant de pertes en cas d'occurrence d'une crise ayant une probabilité de 15 %. Il est interprété comme le montant minimal de fonds propres Solvabilité II que la société d'assurance doit détenir pour pouvoir exercer son activité. S'il n'est pas couvert, un plan de redressement est mis en place, lequel peut prendre la forme d'une augmentation de capital ou encore de réorientations stratégiques dans le but de réduire les risques.

Le MCR est initialement calculé comme la fonction linéaire d'un ensemble ou d'un sous-ensemble des variables suivantes : primes émises, provisions techniques ou capitaux sous risque.

Il vaut **4,8 M€** pour AFI ESCA au 31/12/2019.

5.2.4. Ratios de couverture

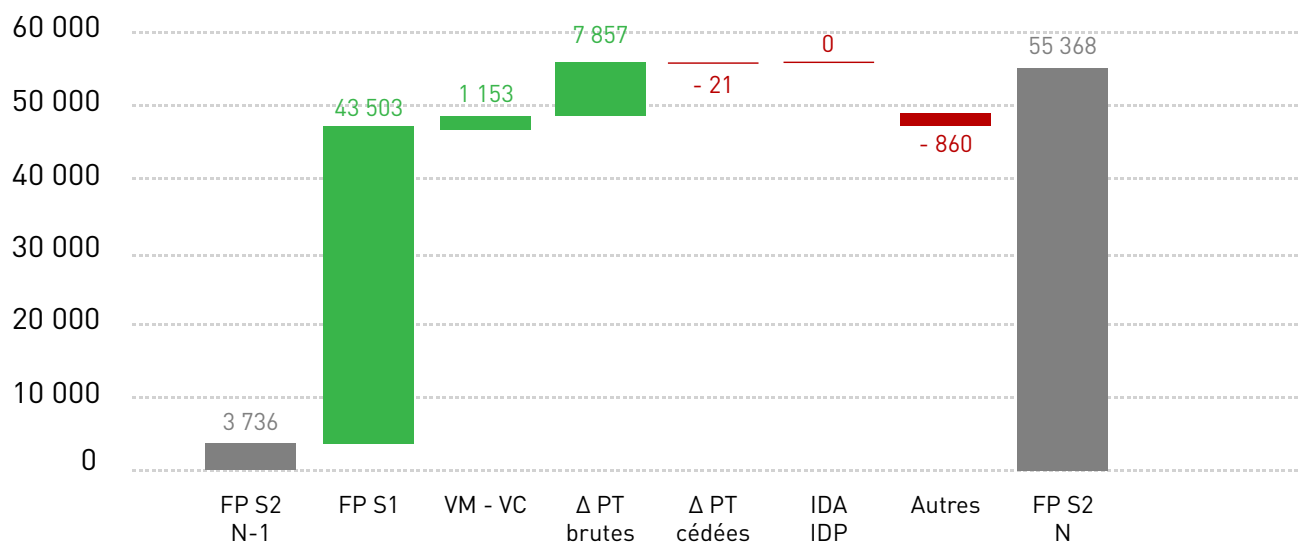
Les ratios de couverture des SCR et MCR sont respectivement de 303 % et 1 212 % à fin 2019.

Par rapport à l'année précédente, AFI ESCA Luxembourg a vu ses fonds propres (augmentation de capital de **42 M€** intervenue en 2019) augmenter ce qui conduit à une amélioration des ratios de couvertures :

en k€	2018	2019
Fonds propres Solvabilité 2	3 736	55 368
Montant du TSDI éligible en fonds propres pour couvrir le SCR	4 000	4 000
Montant des fonds propres éligibles pour la couverture du SCR	7 736	59 368
SCR	6 959	19 589
Ratio de couverture du SCR	111%	303%
Montant du TSDI éligible en fonds propres pour couvrir le MCR	1 674	4 000
Montant des fonds propres éligibles pour la couverture du MCR	5 410	59 368
MCR	3 700	4 897
Ratio de couverture du MCR	146%	1212%

Le passage des fonds propres économiques 2018 à ceux de 2019 est illustré dans le graphe ci-après.

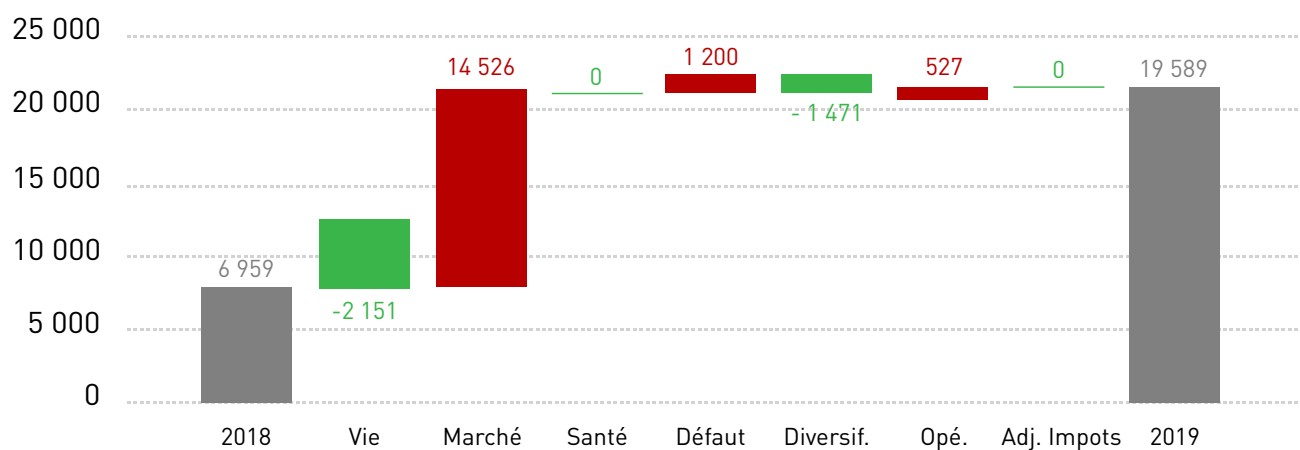
Passage des FP S2 2018 aux FP S2 2019



L'augmentation importante des fonds propres provient d'une part des opérations de recapitalisation durant l'année (**42 M€** au total), d'autre part de l'amélioration du résultat technique projeté grâce à l'acquisition du portefeuille Euresa.

Le passage du SCR 2018 au SCR 2019 est illustré dans le graphe ci-après.

Passage du SCR 2018 au SCR 2019



L'augmentation forte du SCR provient de l'augmentation du volume d'actif de fonds propres.

5.3. UTILISATION DU SOUS-MODULE « RISQUE SUR ACTIONS » FONDÉ SUR LA DURÉE DANS LE CALCUL DU CAPITAL DE SOLVABILITÉ REQUIS

N/A



5.4. DIFFÉRENCE ENTRE LA FORMULE APPLIQUÉE STANDARD ET TOUT MODÈLE INTERNE UTILISÉ

N/A

5.5. NON-RESPECT DU MINIMUM DE CAPITAL REQUIS ET NON-RESPECT DU CAPITAL DE SOLVABILITÉ REQUIS

Non appliqué

5.6. STRESS-TEST COVID-19 À FIN MARS 2020

L'entreprise a réalisé un stress-test, sur la base de calculs simplifiés, de l'impact de la baisse des marchés liée à la crise du Covid-19. La solvabilité, impactée par la baisse des taux, s'élevait selon ce calcul à 160% environ.

Il est à noter que ce chiffre n'est évidemment pas comparable au ratio de fin d'année 2019, en raison de l'acquisition du portefeuille NELL. Nous estimons que sans les impacts crise Covid-19, la solvabilité à fin Q1 de la compagnie se serait élevé à environ 180%.

6. Annexe 1 – Rapports de solvabilité et de situation financière – QRT

Informations générales

QRT S.02.01	Bilan	Annexe page 2
QRT S.05.01	Primes, sinistres et dépenses	Annexe page 4
QRT S.05.02	Primes, sinistres et dépenses par pays	Annexe page 5
QRT S.12.01	Provisions techniques d'assurance vie	Annexe page 6
QRT S.23.01	Fonds propres	Annexe page 7
QRT S.25.01	SCR - Capital de solvabilité requis	Annexe page 8
QRT S.28.01	MCR - Exigence minimale en capital	Annexe page 9

Solvency and Financial condition report - Public QRTs - as of December 31, 2019

BASIC INFORMATION

Reporting date	31/12/2019
Undertaking name	AFI ESCA Luxembourg S.A.
Undertaking identification code	222100YT3TT9HR81IS56
Type of code of undertaking	LEI
Type of undertaking	Life undertakings
Language of reporting	FR
Currency used for reporting	EUR
Figures reported in	K€
Accounting standards	The undertaking is using Local GAAP (other than IFRS)
Method of Calculation of the SCR	Standard Formula

Balance Sheet

		SOLVENCY II VALUE
		C0010
ASSETS		
Goodwill	R0010	
Deferred acquisition costs	R0020	
Intangible assets	R0030	0
Deferred tax assets	R0040	0
Pension benefit surplus	R0050	0
Property, plant & equipment held for own use	R0060	204
Investments (other than assets held for index-linked and unit-linked contracts)	R0070	54 188
Property (other than for own use)	R0080	3 000
Holdings in related undertakings, including participations	R0090	23 993
Equities	R0100	687
Equities - listed	R0110	687
Equities - unlisted	R0120	0
Bonds	R0130	19 114
Government Bonds	R0140	2 117
Corporate Bonds	R0150	16 968
Structured notes	R0160	29
Collateralised securities	R0170	0
Collective Investments Undertakings	R0180	7 390
Derivatives	R0190	0
Deposits other than cash equivalents	R0200	5
Other investments	R0210	0
Assets held for index-linked and unit-linked contracts	R0220	572 879
Loans and mortgages	R0230	163
Loans on policies	R0240	163
Loans and mortgages to individuals	R0250	0
Other loans and mortgages	R0260	0
Reinsurance recoverables from :	R0270	-356
Non-life and health similar to non-life	R0280	0
Non-life excluding health	R0290	0
Health similar to non-life	R0300	0
Life and health similar to life, excluding health and index-linked and unit-linked	R0310	0
Health similar to life	R0320	0
Life excluding health and index-linked and unit-linked	R0330	0
Life index-linked and unit-linked	R0340	-356
Deposits to cedants	R0350	0
Insurance and intermediaries receivables	R0360	0
Reinsurance receivables	R0370	0
Receivables (trade, not insurance)	R0380	1 170
Own shares (held directly)	R0390	0
Amounts due in respect of own fund items or initial fund called up but not yet paid in	R0400	0
Cash and cash equivalents	R0410	28 649
Any other assets, not elsewhere shown	R0420	156
Total assets	R0500	657 053

LIABILITIES		
Technical provisions - non-life	R0510	0
Technical provisions - non-life (excluding health)	R0520	0
TP calculated as a whole	R0530	0
Best estimate	R0540	0
Risk margin	R0550	0
Technical provisions - health (similar to non-life)	R0560	0
TP calculated as a whole	R0570	0
Best estimate	R0580	0
Risk margin	R0590	0
Technical provisions - life (excluding index-linked and unit-linked)	R0600	16 047
Technical provisions - health (similar to life)	R0610	0
TP calculated as a whole	R0620	0
Best estimate	R0630	0
Risk margin	R0640	0
Technical provisions – life (excluding health and index-linked and unit-linked)	R0650	16 047
TP calculated as a whole	R0660	0
Best estimate	R0670	16 023
Risk margin	R0680	24
Technical provisions – index-linked and unit-linked	R0690	570 426
TP calculated as a whole	R0700	0
Best estimate	R0710	569 570
Risk margin	R0720	856
Other technical provisions	R0730	
Contingent liabilities	R0740	0
Provisions other than technical provisions	R0750	687
Pension benefit obligations	R0760	0
Deposits from reinsurers	R0770	0
Deferred tax liabilities	R0780	0
Derivatives	R0790	0
Debts owed to credit institutions	R0800	0
Financial liabilities other than debts owed to credit institutions	R0810	0
Insurance & intermediaries payables	R0820	3 567
Reinsurance payables	R0830	24
Payables (trade, not insurance)	R0840	6 595
Subordinated liabilities	R0850	4 000
Subordinated liabilities not in BOF	R0860	0
Subordinated liabilities in BOF	R0870	4 000
Any other liabilities, not elsewhere shown	R0880	340
Total liabilities	R0900	601 685
Excess of assets over liabilities	R1000	55 368

		LINE OF BUSINESS FOR: NON-LIFE INSURANCE AND REINSURANCE OBLIGATIONS (DIRECT BUSINESS AND ACCEPTED PROPORTIONAL REINSURANCE)								LINE OF BUSINESS FOR: NON-LIFE INSURANCE AND REINSURANCE OBLIGATIONS (DIRECT BUSINESS AND ACCEPTED PROPORTIONAL REINSURANCE)			LINE OF BUSINESS FOR: ACCEPTED NON-PROPORTIONAL REINSURANCE				Total
		Medical expense insurance	Income protection insurance	Workers' compensation insurance	Motor vehicle liability insurance	Other motor insurance	Marine, aviation and transport insurance	Fire and other damage to property insurance	General liability insurance	Credit and suretyship insurance	Legal expenses insurance	Assistance	Miscellaneous financial loss	Health	Casualty	Marine, aviation, transport	Property
		C0010	C0020	C0030	C0040	C0050	C0060	C0070	C0080	C0090	C0100	C0110	C0120	C0130	C0140	C0150	C0160
Premiums written																	
Gross - Direct Business	R0110																
Gross - Proportional reinsurance accepted	R0120																
Gross - Non-proportional reinsurance accepted	R0130																
Reinsurers' share	R0140																
Net	R0200																
Premiums earned																	
Gross - Direct Business	R0210																
Gross - Proportional reinsurance accepted	R0220																
Gross - Non-proportional reinsurance accepted	R0230																
Reinsurers' share	R0240																
Net	R0300																
Claims incurred																	
Gross - Direct Business	R0310																
Gross - Proportional reinsurance accepted	R0320																
Gross - Non-proportional reinsurance accepted	R0330																
Reinsurers' share	R0340																
Net	R0400																
Changes in other technical provisions																	
Gross - Direct Business	R0410																
Gross - Proportional reinsurance accepted	R0420																
Gross - Non-proportional reinsurance accepted	R0430																
Reinsurers' share	R0440																
Net	R0500																
Expenses incurred	R0550																
Other expenses	R1200																
Total expenses	R1300																

		LINE OF BUSINESS FOR: LIFE INSURANCE OBLIGATIONS						LIFE REINSURANCE OBLIGATIONS		Total
		Health insurance	Insurance with profit participation	Index-linked and unit-linked insurance	Other life insurance	Annuities stemming from non-life insurance contracts and relating to health insurance obligations	Annuities stemming from non-life insurance contracts and relating to insurance obligations other than health insurance obligations	Health reinsurance	Life reinsurance	
Premiums written										
Gross	R1410	0	821	65 809	0	0	0	0	0	66 630
Reinsurers' share	R1420	0	0	24	0	0	0	0	0	24
Net	R1500	0	821	65 785	0	0	0	0	0	66 606
Premiums earned										
Gross	R1510	0	821	65 809	0	0	0	0	0	66 630
Reinsurers' share	R1520	0	0	24	0	0	0	0	0	24
Net	R1600	0	821	65 785	0	0	0	0	0	66 606
Claims incurred										
Gross	R1610	0	3 102	47 296	0	0	0	0	0	50 399
Reinsurers' share	R1620	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Net	R1700	0	3 102	47 296	0	0	0	0	0	50 399
Changes in other technical provisions										
Gross	R1710	0	3 262	-86 233	0	0	0	0	0	-82 971
Reinsurers' share	R1720	0	0	4	0	0	0	0	0	4
Net	R1800	0	3 262	-86 237	0	0	0	0	0	-82 976
Expenses incurred	R1900	0	157	5 813	0	0	0	0	0	5 970
Other expenses	R2500									0
Total expenses	R2600									5 970

NON-LIFE OBLIGATIONS FOR HOME COUNTRY		Home Country	TOP 5 COUNTRIES (BY AMOUNT OF GROSS PREMIUMS WRITTEN) - NON-LIFE OBLIGATIONS					Total Top 5 and home country
			IT					
			C0220	C0230	C0230	C0230	C0230	
Premiums written								
Gross - Direct Business	R0110							
Gross - Proportional reinsurance accepted	R0120							
Gross - Non-proportional reinsurance accepted	R0130							
Reinsurers' share	R0140							
Net	R0200							
Premiums earned								
Gross - Direct Business	R0210							
Gross - Proportional reinsurance accepted	R0220							
Gross - Non-proportional reinsurance accepted	R0230							
Reinsurers' share	R0240							
Net	R0300							
Claims incurred								
Gross - Direct Business	R0310							
Gross - Proportional reinsurance accepted	R0320							
Gross - Non-proportional reinsurance accepted	R0330							
Reinsurers' share	R0340							
Net	R0400							
Changes in other technical provisions								
Gross - Direct Business	R0410							
Gross - Proportional reinsurance accepted	R0420							
Gross - Non-proportional reinsurance accepted	R0430							
Reinsurers' share	R0440							
Net	R0500							
Expenses incurred	R0550							
Other expenses	R1200							
Total expenses	R1300							

LIFE OBLIGATIONS FOR HOME COUNTRY		Home Country	TOP 5 COUNTRIES (BY AMOUNT OF GROSS PREMIUMS WRITTEN) - LIFE OBLIGATIONS					Total Top 5 and home country
			IT					
			C0220	C0230	C0230	C0230	C0230	
Premiums written								
Gross	R1410	44 141	5 311	12 730				0
Reinsurers' share	R1420	0	0	0				0
Net	R1500	44 141	5 311	12 730				0
Premiums earned								
Gross	R1510	44 141	5 311	12 730				0
Reinsurers' share	R1520	0	0	0				0
Net	R1600	44 141	5 311	12 730				0
Claims incurred								
Gross	R1610	429	32 578	11				0
Reinsurers' share	R1620	0	0	0				0
Net	R1700	429	32 578	11				0
Changes in other technical provisions								
Gross	R1710	44 059	-609	27 555				0
Reinsurers' share	R1720	0	0	0				0
Net	R1800	44 059	-609	27 555				0
Expenses incurred	R1900	1 367	1 956	620				0
Other expenses	R2500							0
Total expenses	R2600							3 944

		Insurance with profit participation	INDEX-LINKED AND UNIT-LINKED INSURANCE			OTHER LIFE INSURANCE			Annuities non-life other than health	Accepted reinsurance	Total (Life other than health insurance, incl. Unit-Linked)
			Contracts without options and guarantees		Contracts with options or guarantees	Contracts without options and guarantees		Contracts with options or guarantees			
			C0020	C0030	C0040	C0050	C0060	C0070			
Technical provisions calculated as a whole	R0010	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total Recoverables from reinsurance/SPV and Finite Re after the adjustment for expected losses due to counterparty default associated to TP calculated as a whole	R0020	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Technical provisions calculated as a sum of BE and RM											
Best Estimate											
Gross Best Estimate	R0030	16 023		482 725	86 845	0	0	0	0	0	585 592
Total Recoverables from reinsurance/SPV and Finite Re after the adjustment for expected losses due to counterparty default	R0080	0		-328	-28		0	0	0	0	-356
Best estimate minus recoverables from reinsurance/SPV and Finite Re - total	R0090	16 023		483 053	86 873		0	0	0	0	585 949
Risk Margin	R0100	24	856			0			0	0	880
Amount of the transitional on Technical Provisions											
Technical Provisions calculated as a whole	R0110	0	0			0			0		0
Best estimate	R0120	0		0	0		0	0	0		0
Risk margin	R0130	0	0			0			0		0
Technical provisions - total	R0200	16 047	570 426			0			0	0	586 472

		HEALTH INSURANCE (DIRECT BUSINESS)			Annuities non-life and health	Health reinsurance (reinsurance accepted)	Total (Health similar to life insurance)
		Contracts without options and guarantees		Contracts with options or guarantees			
		C0160	C0170	C0180	C0190	C0200	C0210
Technical provisions calculated as a whole	R0010	0			0	0	0
Total Recoverables from reinsurance/SPV and Finite Re after the adjustment for expected losses due to counterparty default associated to TP calculated as a whole	R0020	0			0	0	0
Technical provisions calculated as a sum of BE and RM							
Best Estimate							
Gross Best Estimate	R0030		0	0	0	0	0
Total Recoverables from reinsurance/SPV and Finite Re after the adjustment for expected losses due to counterparty default	R0080		0	0	0	0	0
Best estimate minus recoverables from reinsurance/SPV and Finite Re - total	R0090		0	0	0	0	0
Risk Margin	R0100	0			0	0	0
Amount of the transitional on Technical Provisions							
Technical Provisions calculated as a whole	R0110	0			0	0	0
Best estimate	R0120		0	0	0	0	0
Risk margin	R0130	0			0	0	0
Technical provisions - total	R0200	0			0	0	0

		TOTAL	TIER 1 - UNRESTRICTED	TIER 1 - RESTRICTED	TIER 2	TIER 3
		C0010	C0020	C0030	C0040	C0050
Basic own funds before deduction for participations in other financial sector as foreseen in article 68 of Delegated Regulation 2015/35						
Ordinary share capital (gross of own shares)	R0010	62 000	62 000		0	
Share premium account related to ordinary share capital	R0030	0			0	
Initial funds, members’ contributions or the equivalent basic own - fund item for mutual and mutual-type under-takings	R0040	0	0		0	
Subordinated mutual member accounts	R0050	0		0	0	0
Surplus funds	R0070	0	0			
Preference shares	R0090	0		0	0	0
Share premium account related to preference shares	R0110	0		0	0	0
Reconciliation reserve	R0130	- 6 632	-6 632			
Subordinated liabilities	R0140	4 000		4 000	0	0
An amount equal to the value of net deferred tax assets	R0160	0				0
Other own fund items approved by the supervisory authority as basic own funds not specified above	R0180	0	0	0	0	0
Own funds from the financial statements that should not be represented by the reconciliation reserve and do not meet the criteria to be classified as Solvency II own funds						
Own funds from the financial statements that should not be represented by the reconciliation reserve and do not meet the criteria to be classified as Solvency II own funds	R0220					
Deductions						
Deductions for participations in financial and credit institutions	R0230	0	0	0	0	0
Total basic own funds after deductions	R0290	59 368	55 368	4 000	0	0
Ancillary own funds						
Unpaid and uncalled ordinary share capital callable on demand	R0300	0			0	
Unpaid and uncalled initial funds, members’ contributions or the equivalent basic own fund item for mutual and mutual-type undertakings, callable on demand	R0310	0			0	
Unpaid and uncalled preference shares callable on demand	R0320	0			0	0
A legally binding commitment to subscribe and pay for subordinated liabilities on demand	R0330	0			0	0
Letters of credit and guarantees under Article 96(2) of the Directive 2009/138/EC	R0340	0			0	
Letters of credit and guarantees other than under Article 96(2) of the Directive 2009/138/EC	R0350	0			0	0
Supplementary members calls under first subparagraph of Article 96(3) of the Directive 2009/138/EC	R0360	0			0	
Supplementary members calls - other than under first subparagraph of Article 96(3) of the Directive 2009/138/EC	R0370	0			0	0
Other ancillary own funds	R0390	0			0	0
Total ancillary own funds	R0400	0			0	0
Available and eligible own funds						
Total available own funds to meet the SCR	R0500	59 368	55 368	4 000	0	0
Total available own funds to meet the MCR	R0510	59 368	55 368	4 000	0	
Total eligible own funds to meet the SCR	R0540	59 368	55 368	4 000	0	0
Total eligible own funds to meet the MCR	R0550	59 368	55 368	4 000	0	
SCR	R0580	19 589				
MCR	R0600	4 897				
Ratio of Eligible own funds to SCR	R0620	303%				
Ratio of Eligible own funds to MCR	R0640	1212%				

		C0060
Reconciliation reserve		
Excess of assets over liabilities	R0700	55 368
Own shares (held directly and indirectly)	R0710	0
Foreseeable dividends, distributions and charges	R0720	0
Other basic own fund items	R0730	62 000
Adjustment for restricted own fund items in respect of matching adjustment portfolios and ring fenced funds	R0740	0
Reconciliation reserve	R0760	-6 632
Expected profits		
Expected profits included in future premiums (EPIFP) - Life business	R0770	0
Expected profits included in future premiums (EPIFP) - Non-life business	R0780	0
Total Expected profits included in future premiums (EPIFP)	R0790	0

EUR K€

S.25.01.21

Solvency Capital Requirement - for undertakings using the standard formula

		Gross solvency capital requirement	USP	Simplifications
		C0110	C0090	C0100
Market risk	R0010	16 930		
Counterparty default risk	R0020	2 331		
Life underwriting risk	R0030	2 916		
Health underwriting risk	R0040	0		
Non-life underwriting risk	R0050	0		
Diversification	R0060	-3 512		
Intangible asset risk	R0070	0		
Basic Solvency Capital Requirement	R0100	18 664		

CALCULATION OF SOLVENCY CAPITAL REQUIREMENT

		C0100
Operational risk	R0130	925
Loss-absorbing capacity of technical provisions	R0140	0
Loss-absorbing capacity of deferred taxes	R0150	0
Capital requirement for business operated in accordance with Art. 4 of Directive 2003/41/EC	R0160	0
Solvency capital requirement excluding capital add-on	R0200	19 589
Capital add-on already set	R0210	0
Solvency capital requirement	R0220	19 589
Other information on SCR		
Capital requirement for duration-based equity risk sub-module	R0400	0
Total amount of Notional Solvency Capital Requirement for remaining part	R0410	0
Total amount of Notional Solvency Capital Requirements for ring fenced funds	R0420	0
Total amount of Notional Solvency Capital Requirements for matching adjustment portfolios	R0430	0
Diversification effects due to RFF nSCR aggregation for article 304	R0440	0

LINEAR FORMULA COMPONENT FOR NON-LIFE INSURANCE AND REINSURANCE OBLIGATIONS

		C0010	
MCRNL Result		R0010	
		Net (of reinsurance/SPV) best estimate and TP calculated as a whole	Net (of reinsurance) written premiums in the last 12 months
		C0020	C0030
Medical expense insurance and proportional reinsurance	R0020		
Income protection insurance and proportional reinsurance	R0030		
Workers' compensation insurance and proportional reinsurance	R0040		
Motor vehicle liability insurance and proportional reinsurance	R0050		
Other motor insurance and proportional reinsurance	R0060		
Marine, aviation and transport insurance and proportional reinsurance	R0070		
Fire and other damage to property insurance and proportional reinsurance	R0080		
General liability insurance and proportional reinsurance	R0090		
Credit and suretyship insurance and proportional reinsurance	R0100		
Legal expenses insurance and proportional reinsurance	R0110		
Assistance and proportional reinsurance	R0120		
Miscellaneous financial loss insurance and proportional reinsurance	R0130		
Non-proportional health reinsurance	R0140		
Non-proportional casualty reinsurance	R0150		
Non-proportional marine, aviation and transport reinsurance	R0160		
Non-proportional property reinsurance	R0170		

LINEAR FORMULA COMPONENT FOR LIFE INSURANCE AND REINSURANCE OBLIGATIONS

		C0040	
MCRL Result		R0200	3 157
		Net (of reinsurance/SPV) best estimate and TP calculated as a whole	Net (of reinsurance/SPV) total capital at risk
		C0050	C0060
Obligations with profit participation - guaranteed benefits	R0210	0	
Obligations with profit participation - future discretionary benefits	R0220	16 047	
Index-linked and unit-linked insurance obligations	R0230	569 926	
Other life (re)insurance and health (re)insurance obligations	R0240	0	
Total capital at risk for all life (re)insurance obligations	R0250		2 574

OVERALL MCR CALCULATION

		C0070
Linear MCR	R0300	3 157
SCR	R0310	19 589
MCR cap	R0320	8 815
MCR floor	R0330	4 897
Combined MCR	R0340	4 897
Absolute floor of the MCR	R0350	3 700

		C0070
Minimum Capital Requirement	R0400	4 897

